Nations Unies

S/PV.7185



Conseil de sécurité

Soixante-neuvième année

Provisoire

7185e séance

Mercredi 28 mai 2014, à 15 heures

New York

Président :	M. Oh Joon	(République de Corée)
Membres :	Argentine	Mme Perceval
	Australie	Mme King
	Chili	M. Barros Melet
	Chine	M. Wang Min
	États-Unis d'Amérique	Mme DiCarlo
	Fédération de Russie	M. Churkin
	France	M. Lamek
	Jordanie	Le prince Zeid Ra'ad Zeid Al-Hussein
	Lituanie	Mme Murmokaitė
	Luxembourg	Mme Lucas
	Nigéria	M. Laro
	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	Sir Mark Lyall Grant
	Rwanda	M. Nduhungirehe
	Tchad	M. Cherif

Ordre du jour

Lettre datée du 28 février 2014, adressée à la Présidente du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de l'Ukraine auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2014/136)

14-41160 (F)









La séance est ouverte à 15 h 10.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

Lettre datée du 28 février 2014, adressée à la Présidente du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de l'Ukraine auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2014/136)

Le Président (*parle en anglais*) : En vertu de l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite le représentant de l'Ukraine à participer à la présente séance.

En vertu de l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite M. Jeffrey Feltman, Secrétaire général adjoint aux affaires politiques, à participer à la présente séance.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

Je donne maintenant la parole à M. Feltman.

M. Feltman (*parle en anglais*) : Le 25 mai, selon nos informations, un peu plus de 60 % des personnes inscrites sur les listes électorales en Ukraine ont participé à l'élection présidentielle anticipée dans ce pays. Un nombre sans précédent d'observateurs nationaux et internationaux ont surveillé le scrutin et déclaré que l'élection, pour citer l'un d'entre eux, « a été marquée par un fort taux de participation et par la détermination évidente des autorités à organiser ce qui aura été une élection légitime largement conforme aux engagements internationaux, dans le respect des libertés fondamentales dans la grande majorité du pays, et ce en dépit du climat hostile sur le plan de la sécurité dans deux régions de l'est ».

Dans le même temps, le taux de participation à l'échelle du pays a été très variable, même dans les zones entièrement contrôlées par le Gouvernement, et le taux de participation a été plus faible à Odessa et dans d'autres endroits du sud de l'Ukraine. Dans certaines parties de l'est de l'Ukraine, les électeurs inscrits n'ont pu se rendre aux urnes du fait de la saisie ou du blocage des bureaux de vote, de la destruction de matériel électoral, d'actes d'intimidation et de violence. L'ONU est profondément préoccupée par les actes de ceux qui tentent de faire dérailler le processus électoral et d'empêcher les citoyens de choisir les dirigeants de leur pays.

Selon les résultats préliminaires, M. Petro Poroshenko l'a emporté au premier tour avec 55 % des voix. Ce matin, le Secrétaire général a eu un entretien téléphonique avec le Président élu et l'a félicité d'avoir reçu un ferme appui de la population, qui espère qu'il prendra rapidement des mesures pour éloigner le pays de l'instabilité politique, économique et sociale et promouvoir la sécurité, la prospérité et une véritable gouvernance démocratique. Le Secrétaire général s'est félicité de l'intention manifestée par le Président élu, M. Poroshenko, d'instaurer immédiatement un dialogue afin d'apaiser la situation. Il a affirmé qu'il était essentiel de faire preuve de retenue et d'entamer un dialogue avec l'est de l'Ukraine.

En dépit de l'espoir qui anime l'ONU que cela marquera le début d'un nouveau chapitre en Ukraine, la violence fait rage dans certaines régions de l'est, faisant des morts et des blessés. Depuis les dernières consultations que le Conseil de sécurité a tenues sur la question, le 21 mai, une intensification dramatique des combats meurtriers s'est produite dans les oblasts de Lougansk et Donetsk. En conséquence, le nombre de morts et de blessés continue d'augmenter dans les deux camps, et l'on a également signalé des victimes civiles. Si nous sommes dans l'incapacité de confirmer les détails, le Secrétaire général est préoccupé par les informations faisant état de dizaines de victimes; par celles faisant état de la circulation et de l'utilisation d'armes lourdes dans l'est; et par les allégations selon lesquelles des armes, des combattants et des camions seraient entrés en Ukraine.

Le 22 mai, des dizaines de soldats ukrainiens ont été tués et de nombreux autres blessés dans une embuscade tendue par des personnes armées non identifiées à un barrage militaire dans la ville de Volnovakha.

Le 26 mai, des combats féroces ont éclaté entre les forces gouvernementales et des groupes armés lorsque des miliciens armés ont attaqué l'aéroport international de Donetsk et tenté d'en prendre le contrôle. Les forces ukrainiennes, après avoir mené une opération aérienne et terrestre, ont, semble-t-il, repris le contrôle de l'aéroport, mais des combats sporadiques se poursuivent près de l'aéroport.

Nous avons pris connaissance des images vidéo montrant un hélicoptère estampillé « ONU » utilisé à l'intérieur de l'Ukraine. L'ONU n'est pas en mesure de déterminer la véracité de ces images. Je tiens cependant à souligner que les autorités ukrainiennes ont assuré à

l'ONU qu'aucun hélicoptère marqué du sigle « ONU » n'était utilisé dans le cadre d'opérations menées à l'intérieur de l'Ukraine. Nous rappelons qu'il relève de la responsabilité de tous les pays fournisseurs de contingents qui fournissent du matériel appartenant aux contingents aux missions de maintien de la paix de retirer tous les logos et toutes les inscriptions portant le nom de l'ONU une fois que ce matériel est rapatrié vers son pays d'origine ou qu'il n'est plus utilisé dans le cadre des activités officielles des Nations Unies.

Un événement profondément préoccupant et alarmant s'est produit aujourd'hui, qui fait suite à la capture de quatre observateurs de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) le 26 mai, puisque le siège de l'OSCE à Kiev a perdu contact pendant plusieurs heures avec 11 autres observateurs de l'OSCE, dont on a supposé qu'ils avaient été capturés ou étaient retenus par un groupe armé dans l'oblast de Donetsk. Suite à une conversation téléphonique que j'ai eue aujourd'hui avec lui, le chef de la mission d'observation de l'OSCE, l'Ambassadeur Apakan, vient de m'informer que les 11 observateurs avaient été libérés à Donetsk. On n'a toujours aucune nouvelle des quatre observateurs retenus depuis deux jours. Le Secrétaire général est consterné que des membres du personnel international se retrouvent encore une fois dans une situation aussi dangereuse. Il appelle à leur libération immédiate et prie tous les acteurs qui ont de l'influence de fournir une assistance.

Le Secrétaire général reste déterminé à contribuer au règlement pacifique de la crise en Ukraine et à aider le pays à venir à bout des nombreux problèmes complexes qui se profilent. En ce sens, il en appelle à la communauté internationale pour qu'elle profite de l'occasion qu'offrent les élections afin de s'unir en soutien d'une Ukraine pacifique, stable, prospère et unie.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie M. Feltman de son exposé.

Je donne maintenant la parole aux membres du Conseil de sécurité.

Sir Mark Lyall Grant (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Je remercie M. Feltman de son exposé de cet après-midi.

Nous félicitons le peuple ukrainien du succès de cette élection présidentielle historique du samedi 25 mai, entérinée par l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) comme s'étant déroulée largement en conformité avec les engagements internationaux pris par l'Ukraine et dans le respect des libertés fondamentales.

Après la tourmente des derniers mois, c'est un résultat remarquable, qui démontre la détermination du peuple ukrainien d'exercer ses droits démocratiques et d'engager l'Ukraine sur une nouvelle voie conduisant à la stabilité. Il a produit un gouvernement dont la légitimité ne peut être mise en cause et qui mérite tout l'appui de la communauté internationale. La victoire décisive de M. Poroshenko est clairement le signe que le peuple ukrainien est uni dans son exigence de réforme.

Nous félicitons M. Poroshenko de son élection. Nous nous félicitons de ce qu'il se soit engagé à tendre la main à toutes les régions, à normaliser les relations avec la Russie, et à travailler à rétablir la stabilité et le calme. Le Royaume-Uni demeure fermement attaché à la souveraineté, à l'indépendance et à l'intégrité territoriale de l'ensemble de l'Ukraine. Nous nous réjouissons à la perspective de travailler avec M. Poroshenko et le Gouvernement ukrainien alors qu'ils s'efforcent de construire un pays sûr, indépendant et prospère.

Nous rendons également hommage au personnel de la commission électorale ukrainienne ainsi qu'à l'OSCE pour la détermination inlassable dont ils ont fait preuve afin de faire de ces élections un succès, en particulier lorsqu'ils étaient en butte aux menaces de violence et à l'intimidation, dans l'est du pays.

La forte participation au scrutin de dimanche dernier représente un camouflet puissant pour les groupes armés illégaux qui ont cherché à empêcher les citoyens de Donestsk et de Lougansk d'exercer leurs droits démocratiques et qui continuent leur campagne armée en vue de déstabiliser l'est de l'Ukraine.

Une enquête d'opinion menée en mars montrait que 79 % des personnes vivant dans l'est de l'Ukraine désiraient voter aux élections. En mai, en dépit de la montée des intimidations à l'encontre des responsables électoraux, des activistes et des citoyens ordinaires, 62 % des personnes entendaient encore voter. Il est profondément regrettable que beaucoup d'entre elles, à Donetsk et à Lougansk, aient été empêchées de le faire. Les élections ont permis aux Ukrainiens d'exprimer leur opinion de façon pacifique et démocratique. Il est éloquent que la réaction des groupes armés illégaux à cette démonstration d'unité nationale a été une tentative de prise de contrôle de l'aéroport international de Donetsk.

Tandis que l'Ukraine cherchait le consensus national par la voie des urnes, ces groupes, eux, ont fait immédiatement le choix de la violence. Nous respectons le droit du Gouvernement ukrainien de réagir à ces attaques armées, pour protéger ses concitoyens et pour asseoir de nouveau son contrôle sur son territoire souverain. Aucun pays ne peut accepter que des éléments insurrectionnels armés illégaux prennent le contrôle par la force d'édifices publics et d'une infrastructure nationale de première importance, comme l'est un aéroport international.

Les autorités ukrainiennes ont agi avec une admirable retenue face à des provocations répétées. Nous continuons de les exhorter à veiller à ce que l'action de leurs services de sécurité demeure mesurée, proportionnée et respectueuse de la sûreté et de la sécurité des non-combattants.

Depuis le 21 février, les autorités ukrainiennes ont démontré à maintes reprises qu'elles étaient déterminées à réformer en profondeur le système politique ukrainien et à rompre définitivement avec la corruption et les injustices du passé. La question de l'octroi d'une plus grande autonomie aux régions de l'Ukraine est à l'ordre du jour depuis le début. Conformément à son engagement et à ceux qui ont été pris à Genève, le 17 avril, un effort intense a été engagé en vue d'entamer un dialogue national ouvert à tous. Ce processus est une occasion véritable pour tous les Ukrainiens d'exposer pacifiquement leurs doléances. Rien ne saurait par conséquent justifier que des groupes armés continuent de promouvoir leur cause par la violence.

Nous en appelons par conséquent aux insurgés afin qu'ils déposent les armes, renoncent à la violence et se joignent à ce débat. Nous en appelons également à la Fédération de Russie afin qu'elle prenne immédiatement des mesures pour empêcher tout passage illégal d'insurgés ou d'armes de l'autre côté de sa frontière avec l'Ukraine.

Nous sommes préoccupés par deux incidents ou enlèvements séparés concernant des observateurs de la mission spéciale d'observation de l'OSCE dans l'est de l'Ukraine. Nous nous félicitons de la libération de 11 observateurs détenus dans le courant de la journée à Donetsk, mais quatre autres observateurs portés disparus depuis lundi n'ont toujours pas été retrouvés. La détention de personnel de l'OSCE est totalement inadmissible et nous en demandons la libération immédiate et inconditionnelle. Cette mission spéciale d'observation a un rôle essentiel à jouer, dans des conditions souvent difficiles. Nous rendons hommage au travail qu'elle continue de faire.

Les élections de dimanche dernier nous donnent à tous l'occasion de passer outre les troubles des derniers mois pour nous concentrer sur l'avenir. Nous nous félicitons des dernières déclarations par lesquelles la Fédération de Russie s'engage à respecter le droit du peuple ukrainien de choisir son nouveau président et à réduire la menace de nouvelles interventions extérieures dans les affaires intérieures de l'Ukraine en retirant ses forces de la frontière ukrainienne. Ce sont là des mesures positives dans le sens de la désescalade. Mais de nouvelles mesures sont nécessaires : une instabilité prolongée n'est ni dans l'intérêt du peuple ukrainien ni dans l'intérêt de ses voisins et des pays qui attachent de l'importance à leurs relations avec l'Ukraine.

Les agissements des groupes armés illégaux ont engendré des dizaines de morts tragiques inutiles ainsi qu'une perturbation de l'économie ukrainienne et des services publics dans l'est. Or cela porte préjudice aux populations mêmes que ces groupes disent représenter, en leur refusant une voix au chapitre dans la définition des destinées de l'Ukraine.

Suite à l'accord de Genève du 17 avril et à l'adoption de la feuille de route de l'OSCE en date du 7 mai, nous disposons d'un cadre politique viable. L'Ukraine a déjà enregistré d'importants progrès dans la mise en œuvre de ces accords, y compris, notamment, l'adoption le 20 mai du mémorandum pour la paix et la concorde. Nous devons désormais nous atteler à promouvoir un dialogue national ouvert à tous, transparent et responsable en réponse à l'insurrection violente. Nous accueillons avec satisfaction les trois cycles de dialogue qui ont déjà eu lieu grâce à la facilitation de l'OSCE. Ce dialogue national doit permettre à toutes les parties de faire valoir leurs points de vue sur des questions telles que la décentralisation, l'autonomie locale, la langue et les minorités nationales, l'équilibre des pouvoirs, les relations entre l'État et la société, et le rôle de l'Ukraine dans les systèmes de sécurité euro-atlantique et eurasien.

Les tout derniers mois ont vu se creuser les divisions au sein du Conseil de sécurité au sujet de l'Ukraine. Certaines de ces divisions perdureront indubitablement et le Royaume-Uni, en particulier, à l'instar de la majorité écrasante de la communauté internationale, ne reconnaîtra ni n'acceptera l'annexion illégale de la Crimée par la Russie. Toutefois, les

élections de dimanche dernier fournissent au Conseil une base sur laquelle se réunir derrière un certain nombre de principes clefs : le respect de la volonté du peuple ukrainien, la reconnaissance de la légitimité des nouvelles autorités en Ukraine, la dénonciation de l'insurrection armée et des tentatives de déstabilisation de l'Ukraine et de remise en cause de l'État de droit, et enfin, un ferme soutien aux efforts que déploient les autorités ukrainiennes pour relever de façon inclusive et démocratique les défis nombreux et redoutables qui se dressent.

Les cadres sont en place pour mettre en œuvre ces principes. Le Royaume-Uni exhorte tous les membres du Conseil et l'ensemble de la communauté internationale à se joindre sans arrière-pensée à un effort international concerté, constructif et unifié.

M. Laro (Nigéria) (*parle en anglais*) : Je remercie le Secrétaire général adjoint, M. Feltman, de son point sur la situation en Ukraine, qui demeure, en tout état de cause, tendue.

Les attaques armées de la semaine dernière, qui ont coûté la vie à 16 soldats ukrainiens près de Donetsk, constituent une grave escalade dans la crise. Nous condamnons les attaques contre les forces de sécurité qui exécutent des ordres légitimes. Nous prenons acte de la tenue de l'élection présidentielle le 25 mai et du résultat issu des urnes. Nous considérons que l'élection d'un nouveau président est une importante avancée vers la normalisation de la situation en Ukraine. Les questions des droits de l'homme doivent encore être réglées, tout comme la nécessité d'améliorer la situation économique, d'encourager la participation de tous et de renforcer la cohésion et la réconciliation nationales.

Une amélioration des relations bilatérales entre la Russie et l'Ukraine demeure indispensable au règlement de la crise en Ukraine. C'est pourquoi nous nous félicitons de la décision du Président Vladimir Poutine de respecter le résultat de l'élection en Ukraine. Nous accueillons également favorablement la proposition du Ministre russe des affaires étrangères, Sergey Lavrov, d'entamer un dialogue avec le nouveau pouvoir ukrainien. Le Président élu, M. Poroshenko, a pour sa part indiqué qu'il allait tendre la main à la Russie. Ce sont des signes encourageants qui nous renforcent dans notre conviction que la porte à une solution diplomatique reste ouverte.

Nous réaffirmons notre position selon laquelle c'est par le dialogue entre tous les acteurs et parties prenantes concernés que l'on parviendra à la paix, à la sécurité et à la stabilité en Ukraine. Nous exhortons tous les groupes armés dans l'est de l'Ukraine à déposer les armes, à s'abstenir de toute violence, à se retirer des bâtiments publics qu'ils occupent, et à cesser d'ériger des barrages routiers, de détenir illégalement des représentants internationaux et de contester l'autorité de l'État. Nous redisons que la proclamation de la « République populaire de Donetsk » et les autres déclarations séparatistes ou sécessionnistes sont contraires à la Constitution ukrainienne et par conséquent nulles et non avenues. Nous demandons à toutes les parties concernées de respecter l'indépendance, l'intégrité territoriale et la souveraineté de l'Ukraine, conformément à la Charte des Nations Unies.

Le Prince Zeid Ra'ad Zeid Al-Hussein (Jordanie) (*parle en arabe*) : Nous remercions le Secrétaire général adjoint, M. Jeffrey Feltman, de l'exposé qu'il vient de faire au Conseil.

La Jordanie se félicite de la tenue de l'élection présidentielle en Ukraine, à la date prévue et malgré les circonstances exceptionnelles qui règnent dans le pays en raison des agissements illégaux d'individus hors la loi et des séparatistes qui voulaient empêcher le déroulement du scrutin. Nous espérons que cette élection marquera le retour de la stabilité en Ukraine et ouvrira la voie à la démocratie. Nous saluons les efforts du Gouvernement ukrainien pour garantir le succès de cette élection et éliminer les obstacles à sa tenue afin que tous les Ukrainiens puissent voter et décider de leur avenir. Maintenant que les Ukrainiens ont pu voter librement et pleinement le jour du scrutin, la communauté internationale doit respecter leur choix. Nous l'invitons instamment à reconnaître les résultats de l'élection et à travailler avec le Président élu, M. Petro Poroshenko, afin de lui permettre de concrétiser les aspirations de son peuple à un avenir meilleur.

Nous sommes préoccupés par la poursuite des actes de violence et de la criminalité dans l'est de l'Ukraine, en particulier dans la région de Donetsk, où il y a eu plusieurs victimes. La Jordanie réaffirme à cet égard le droit légitime de l'Ukraine de protéger l'unité de son territoire, sa souveraineté et l'intégrité physique de ses citoyens, tel que garanti par le droit international. L'exercice de ce droit par les autorités afin d'apaiser les tensions et de rétablir la stabilité doit se faire en conformité avec le droit international et dans le respect des droits de l'homme. Nous renouvelons notre appel à toutes les parties influentes pour qu'elles fassent

pression sur les insurgés afin qu'ils déposent les armes et se retirent des installations et des bâtiments qu'ils occupent.

Mme DiCarlo (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Je remercie le Secrétaire général adjoint Feltman de ses observations d'aujourd'hui et de son engagement personnel dans le dossier ukrainien, notamment dans le cadre des visites qu'il a effectuées sur place.

Les Ukrainiens se sont rendus en masse aux urnes dimanche, unis pour exprimer leur volonté politique de décider librement de leur avenir. Les États-Unis félicitent le peuple ukrainien d'avoir voté en grand nombre pour exprimer clairement son souhait d'une Ukraine unie, démocratique et pacifique. Cette élection réaffirme l'attachement de l'Ukraine au processus démocratique. Nous attendons avec intérêt de collaborer avec le Président élu, M. Poroshenko, et avec le peuple ukrainien pour faire fructifier cette victoire de la démocratie afin d'instaurer une Ukraine plus unie, plus sûre, plus transparente et plus prospère.

Nous soulignons l'importance de l'analyse faite par l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), qui a jugé que l'élection a été largement conforme aux engagements internationaux de l'Ukraine et a attesté du respect pour les libertés fondamentales dans la très grande majorité du pays. Des milliers d'observateurs électoraux indépendants, internationaux et ukrainiens, ont confirmé l'avis de l'OSCE. Nous remercions le Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme de l'OSCE, l'Assemblée parlementaire de l'OSCE, l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, le Parlement européen, l'Assemblée parlementaire de l'OTAN et les autres organisations internationales et non gouvernementales ainsi que les observateurs qui ont contribué à cet effort.

Mais tandis que nous saluons le bon déroulement de l'élection présidentielle du 25 mai, nous devons aussi condamner les agissements de ceux qui ont cherché à faire dérailler le scrutin dans certaines régions de l'est de l'Ukraine. Nous condamnons tout particulièrement les actions des séparatistes pro-russes armés opérant à Donetsk et Lougansk qui ont attaqué des commissions électorales locales et des bureaux de vote et intimidé les agents électoraux, notamment en procédant à des enlèvements, en proférant des menaces de mort, en pénétrant de force dans des résidences privées, en saisissant de l'équipement et du matériel électoral et en tirant même sur le représentant d'un candidat. Ces agissements illégaux furent autant de tentatives d'empêcher l'élection et d'entraver le droit des citoyens d'y participer.

Pourtant même dans ces deux régions de l'est, où les groupes séparatistes pro-russes ont voulu priver la population de ses droits, des Ukrainiens courageux se sont rendus aux urnes. Les États-Unis saluent la volonté du peuple ukrainien de participer à l'élection en dépit des menaces, des provocations et de la violence. Nous rendons tout particulièrement hommage à la Commission électorale centrale qui a pris des mesures spéciales pour permettre aux électeurs de voter dans les zones où les séparatistes s'évertuaient à perturber le scrutin, installant des bureaux de remplacement pour que les citoyens exercent leur droit de vote et mettant en place des procédures de vote spéciales pour que les habitants de la Crimée puisse voter en dehors de cette région de l'Ukraine qui reste sous occupation russe.

De nombreux défis attendent le Président élu, M. Poroshenko, et le Gouvernement ukrainien. Le fait que le Président élu ait déclaré qu'il allait faire de la réconciliation nationale une priorité est, selon nous, encourageant. À cet égard, nous nous félicitons de l'intention du Gouvernement ukrainien de poursuivre l'organisation de tables rondes dans le cadre du dialogue sur l'unité nationale appuyé par l'OSCE, qui ont permis aux Ukrainiens de toutes les régions et de tous les courants politiques de se réunir pour débattre de leurs divergences mais aussi de leur intérêt commun à voir une Ukraine pacifique, unie et stable. Nous accueillons également avec satisfaction le mémorandum de paix et de concorde adopté le 21 mai par le Parlement ukrainien, qui appelle tous les citoyens à renoncer au radicalisme et à la haine et à préserver, promouvoir et consolider une Ukraine démocratique, souveraine et unie.

Nous sommes aussi encouragés par la volonté du Président élu Poroshenko d'aller vers une plus grande décentralisation régionale, de poursuivre les réformes constitutionnelles après l'élection et d'engager le dialogue avec la Russie. Puisque la Fédération de Russie a déclaré qu'elle respectera la volonté exprimée par le peuple ukrainien, nous l'invitons à reconnaître les résultats de l'élection de samedi et à commencer à œuvrer de façon constructive avec le Président élu Poroshenko et le Gouvernement ukrainien au règlement de la crise.

Malgré les progrès enregistrés avec l'élection de samedi, nous sommes vivement préoccupés par la violence accrue à Donetsk et à Lougansk,

notamment l'occupation de l'aéroport de Donetsk par les séparatistes, et nous sommes perturbés par les informations signalant que les séparatistes continuent de mener des actions criminelles dans certaines parties de l'est de l'Ukraine. Nous considérons que l'Ukraine doit faire régner l'ordre et la loi sur le territoire ukrainien, et nous demandons aux séparatistes de déposer les armes et de mettre fin à la violence. Les informations indiquant que plusieurs observateurs internationaux de l'OSCE sont retenus prisonniers après avoir été arrêtés à un poste de contrôle séparatiste dans la région de Donetsk sont particulièrement inquiétantes. Nous condamnons ces enlèvements et appelons la Russie à user de son influence auprès des séparatistes pour que les observateurs soient immédiatement libérés sains et saufs, et pour leur assurer un accès sans entrave partout en Ukraine. Nous demeurons également préoccupés par les informations selon lesquellles des groupes armés et des armes continuent de traverser la frontière qui sépare la Russie de l'Ukraine. Nous estimons que la Russie peut et doit faire cesser ces actes de provocation le long de la frontière russo-ukrainienne.

En conclusion, je voudrais réaffirmer que mon gouvernement n'aura de cesse d'appuyer les aspirations du peuple ukrainien à une Ukraine prospère, souveraine, indépendante et unie, incluant la région de la Crimée et entretenant des liens solides avec l'Est comme avec l'Ouest. Nous restons déterminés à travailler avec l'Ukraine et d'autres partenaires aux fins de la désescalade, d'un règlement pacifique du conflit et du respect de l'intégrité territoriale de l'Ukraine.

M. Wang Min (Chine) (*parle en chinois*) : Je voudrais remercier le Secrétaire général adjoint, M. Jeffrey Feltman, de son exposé.

La Chine a pris note de l'élection présidentielle tenue en Ukraine le 25 mai et respecte le choix fait par le peuple ukrainien. La persistance du conflit et les irruptions épisodiques de violence en Ukraine ont causé de lourdes pertes et fait un grand nombre de victimes, et la Chine en est vivement préoccupée.

S'agissant de la situation générale en Ukraine, je voudrais souligner les points suivants.

Premièrement, la Chine a toujours adhéré au principe de la non-ingérence dans les affaires intérieures des autres États et respecte la souveraineté et l'intégrité territoriale de tous les pays, notamment de l'Ukraine. Nous exhortons toutes les parties en Ukraine à garder leur calme et à faire preuve de retenue, à mettre immédiatement fin à la violence, à éviter de mettre en danger les civils innocents et à empêcher toute nouvelle escalade des tensions et détérioration de la situation. La Chine espère voir rapidement le retour de la stabilité et de l'ordre dans le pays.

Deuxièmement, la crise en Ukraine combine des facteurs complexes et des conflits ethniques. Une solution politique est le seul moyen de la désamorcer. Nous espérons que toutes les parties continueront à dialoguer et à négocier et qu'elles rechercheront un règlement de la crise par les voies politiques, en reconnaissant pleinement les droits légitimes, les intérêts et les aspirations de toutes les régions et de tous les groupes ethniques du pays, en répondant aux préoccupations légitimes de toutes les parties et en maintenant un équilibre entre les intérêts de tous.

Troisièmement, la Chine appuie la communauté internationale qui continue de faire usage de ses bons offices pour apaiser la situation en Ukraine. La priorité est que toutes les parties s'abstiennent d'urgence de proférer des menaces et d'imposer des sanctions, et retournent au consensus issu des pourparlers à quatre de Genève afin de le mettre pleinement en œuvre, de manière à reprendre, sur la base de cet accord, les pourparlers à quatre et de permettre au dialogue de jouer le rôle majeur qui s'impose pour parvenir à un règlement négocié de la crise, en recherchant un terrain d'entente plutôt que le conflit et la confrontation.

Quatrièmement, la Chine, qui a toujours adopté une position juste et objective face à la question de l'Ukraine, a proposé une initiative axée sur trois principes aux fins du règlement politique de la crise. Nous continuons de travailler avec toutes les parties. Nous sommes en faveur de toute option susceptible d'apaiser les tensions et de favoriser un règlement politique négocié.

Mme Lucas (Luxembourg) : Je remercie à mon tour le Secrétaire général adjoint aux affaires politiques, M. Jeffrey Feltman, de son exposé.

Le Luxembourg se félicite de la tenue de l'élection présidentielle du 25 mai, au cours de laquelle la volonté du peuple ukrainien s'est exprimée. Ce scrutin présidentiel s'est caractérisé par une forte participation et une volonté claire des autorités de procéder à ce qui a été une authentique élection, largement conforme aux engagements internationaux et au cours de laquelle les libertés fondamentales ont été respectées. L'élection s'est tenue dans de bonnes conditions

dans la très large majorité des régions de l'Ukraine. Malgré le climat de sécurité hostile, l'élection a eu lieu dans 9 des 22 circonscriptions de la région de Donetsk et dans 2 des 12 circonscriptions de la région de Lougansk. En dépit de la situation dans l'est et le sud de l'Ukraine, y compris la Crimée, la participation a été globalement élevée. La mission d'observation électorale de l'OSCE, à laquelle le Luxembourg a participé activement, a tiré un bilan initial globalement positif du déroulement de l'élection.

Le succès de cette élection revient avant tout aux citoyens ukrainiens. Leur choix a été clair : ils ont voté en faveur d'une Ukraine unie et stable, jouissant de sa pleine souveraineté et de son intégrité territoriale.

Le Luxembourg condamne les actes violents qui se poursuivent depuis plusieurs semaines, en particulier dans les régions de Donetsk et Lougansk où plusieurs villes et bâtiments administratifs restent sous le contrôle de milices armées séparatistes. Nous sommes préoccupés par de nombreux cas de meurtres, de tortures, de passages à tabac, d'enlèvements – en particulier de journalistes – commis par des groupes anti-gouvernementaux bien armés et bien organisés.

Nous condamnons également dans les termes les plus forts l'enlèvement, dans la région de Donetsk, de 15 observateurs déployés dans le cadre de la mission spéciale d'observation de l'OSCE. Nous saluons la remise en liberté des 11 observateurs arrêtés aujourd'hui, mais nous restons préoccupés par le sort des quatre observateurs disparus depuis lundi. Ils doivent être libérés sains et saufs, sans délai et sans condition.

En ce moment crucial pour la démocratie en Ukraine, nous appelons la Russie à traduire en actes concrets ses déclarations selon lesquelles elle respectera la volonté du peuple ukrainien. Comme l'on dit les chefs d'État et de gouvernement de l'Union européenne hier, nous attendons de la Fédération de Russie qu'elle coopère avec le nouveau Président légitimement élu, qu'elle poursuive le retrait des forces armées de la frontière ukrainienne et qu'elle use de son influence auprès des séparatistes armés pour apaiser la situation dans l'est du pays. La Russie devrait en priorité empêcher le passage de séparatistes et d'armes en Ukraine.

Les Ukrainiens ont donné un mandat fort au Président élu Petro Poroshenko, qui doit dès à présent s'engager en vue de résoudre la crise avec les moyens de l'état de droit et par la voie du dialogue entamé par le Gouvernement ukrainien. Nous saluons dans ce contexte la tenue de trois tables rondes organisées par le Gouvernement ukrainien avec l'appui de l'OSCE à Kiev, à Kharkiv et à Mykolaïv. Nous encourageons les autorités ukrainiennes à s'appuyer sur la légitimité du Président nouvellement élu pour poursuivre ce dialogue national avec la population et la société civile de toutes les régions d'Ukraine.

L'adoption le 20 mai par le Parlement ukrainien du mémorandum pour la paix et la concorde qui identifie des priorités en matière de décentralisation et de garanties du respect du statut de la langue russe, est un pas important dans la bonne direction.

La réalisation rapide des réformes dans le domaine constitutionnel et dans celui de la décentralisation, qui doivent associer toutes les parties, tout en mettant à profit l'expertise du Conseil de l'Europe en la matière, est un élément clef dans ce processus. Les droits des personnes appartenant à des minorités nationales doivent être pleinement respectés, conformément aux normes en vigueur du Conseil de l'Europe.

Nous réaffirmons notre attachement à la déclaration commune de Genève, faite le 17 avril. Nous saluons le rôle joué par la Mission spéciale d'observation de l'OSCE pour contribuer à la mise en œuvre de cette déclaration, ainsi que les efforts déployés en ce sens par les autorités ukrainiennes. Nous appelons à nouveau la Fédération de Russie à prendre des mesures pour mettre pleinement en œuvre la déclaration commune. Nous appuyons sans réserve les efforts complémentaires de l'OSCE et de son Président en exercice, étant entendu que ce sont les Ukrainiens qui doivent être maîtres du processus.

Nous appuyons également les bons offices du Secrétaire général de l'ONU et de son équipe. Nous espérons vivement qu'avec l'appui coordonné et solidaire de la communauté internationale, la tenue de l'élection présidentielle du 25 mai et l'élection d'un nouveau Président disposant d'une légitimité incontestable permettront à l'Ukraine de prendre un nouveau départ et de sortir d'une crise qui n'a que trop duré. Les citoyens de l'Ukraine aspirent à la démocratie, à l'état de droit, à la paix et à la prospérité. Leur choix doit être respecté, comme doivent être respectées la souveraineté, l'intégrité territoriale, l'unité et l'indépendance de l'Ukraine.

Mme King (Australie) (*parle en anglais*) : Je remercie le Secrétaire général adjoint, M. Feltman, pour son exposé.

L'Australie félicite l'Ukraine pour le bon déroulement de l'élection présidentielle du 25 mai. Le fort taux de participation, des millions de personnes s'étant rendues aux urnes dans tout le pays, montre la détermination du peuple ukrainien à choisir son propre gouvernement, sans ingérence. Cela démontre son attachement à une Ukraine souveraine, démocratique et indépendante.

Nous saluons le travail réalisé par les autorités électorales ukrainiennes et la volonté des partis politiques ukrainiens de participer à ce processus électoral et de l'appuyer, dans des circonstances difficiles. Nous saluons également les efforts déployés dans l'ensemble du pays par la mission d'observation de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE). Nous accueillons avec satisfaction les premières conclusions de l'OSCE selon lesquelles l'élection s'est déroulée en conformité avec les normes internationales et dans le respect des libertés fondamentales. Nous félicitons le Président élu, M. Petro Poroshenko, qui s'est vu confier un mandat clair pour diriger l'Ukraine.

Malheureusement, les Ukrainiens n'ont pas tous pu voter. Dans deux régions situées dans l'est de l'Ukraine, des forces séparatistes pro-russes ont empêché l'ouverture de nombreux bureaux de vote, privant des Ukrainiens de leur droit de participer au scrutin. Nous saluons les efforts faits par les autorités ukrainiennes pour s'acquitter de leurs obligations électorales dans ces régions, face aux menaces, aux actes d'intimidation et à la violence. En raison de l'annexion illégale de la Crimée, les citoyens ukrainiens vivant dans cette région n'ont pas eu la moindre possibilité d'aller voter. Nous rendons hommage à ceux qui ont fait le voyage depuis la péninsule de Crimée précisément pour aller voter ailleurs en Ukraine. Il s'agit, de leur part, d'une marque d'appui claire à une Ukraine démocratique et unifiée.

Le retour à la stabilité dans l'est du pays pose de très grandes difficultés au nouveau Gouvernement ukrainien. Des groupes pro-russes poursuivent leurs efforts de déstabilisation de la région, en attaquant les forces ukrainiennes, en occupant des bâtiments administratifs et en prenant pour cible des infrastructures importantes, notamment l'aéroport de Donetsk. Les informations selon lesquelles, ces derniers jours, des activistes auraient tenté d'entrer en Ukraine depuis la Russie sont extrêmement inquiétantes. Il est essentiel que la Russie contrôle ses frontières afin de prévenir toute incursion de ce type. Dans un tel contexte de déstabilisation constante et d'emploi de la force par les séparatistes, les autorités ukrainiennes ont le droit de protéger les citoyens de leur pays et de reprendre le contrôle de leur territoire. Elles doivent continuer de le faire en prenant les mesures requises par les circonstances.

Compte tenu de l'instabilité actuelle, les efforts des journalistes et des observateurs sont particulièrement essentiels. Nous condamnons les attaques incessantes menées par des séparatistes contre des journalistes, comme l'a signalé la Représentante de l'OSCE pour la liberté des médias, M[me] Dunja Mijatović, le 23 mai. Des journalistes sont délibérément pris pour cible parce qu'ils font leur travail, à savoir essayer d'informer le monde extérieur des faits qui se produisent en Ukraine. Nous condamnons le meurtre d'un journaliste italien et de son assistant près de Slaviansk le 24 mai. Nous sommes aussi extrêmement préoccupés par les informations selon lesquelles quatre observateurs de l'OSCE portés disparus dans la région de Donetsk seraient détenus par des séparatistes. Ils doivent être libérés immédiatement. Même si nous nous félicitons bien entendu que 11 observateurs de l'OSCE aient été libérés sains et saufs aujourd'hui, nous partageons l'inquiétude du Secrétaire général qui craint que le personnel international présent en Ukraine continue d'être en grand danger. Nous convenons avec lui que la détention de fonctionnaires internationaux est absolument inacceptable.

La tenue de l'élection présidentielle le 25 mai était un élément central de la feuille de route de l'OSCE pour la stabilisation de l'Ukraine. Le pays a maintenant une possibilité de garantir un avenir stable et pacifique. Nous saluons la volonté du Président élu de se rendre à l'est pour établir un dialogue étroit avec les communautés de ces régions afin de surmonter les divergences de vue. Une telle approche ouverte sera décisive pour veiller à ce que le processus de réforme constitutionnelle soit mené à bien.

Nous nous félicitons que le Président Poutine ait déclaré que la Russie respectera le résultat du scrutin. Le moment est maintenant venu d'établir un dialogue sérieux entre la Russie et l'Ukraine et la Russie doit dire clairement qu'il attache de l'importance à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de l'Ukraine. Cela est très clairement dans l'intérêt des deux pays. Comme l'a indiqué la Ministre australienne des affaires étrangères, Julie Bishop, le 26 mai, l'Australie est aux côtés du peuple ukrainien, qui a montré, lors de l'élection, son attachement à la démocratie et à

la stabilité politique et économique et sa volonté de déterminer lui-même l'avenir de l'Ukraine. Comme le Secrétaire général, nous souhaitons voir la communauté internationale unie à l'appui d'une Ukraine pacifique, stable et prospère. L'Australie compte travailler avec les nouveaux dirigeants ukrainiens.

M. Lamek (France) : Je remercie moi aussi M. Feltman pour l'exposé qu'il vient de nous présenter.

La crise en Ukraine vient de connaître un tournant avec l'élection de M. Poroshenko à la présidence de la République. Le dimanche 25 mai, le peuple ukrainien a enfin pu s'exprimer, au travers d'élections libres et transparentes, et ce malgré les violences perpétrées par les groupes armés séparatistes dans les régions de Donetsk et de Lougansk, à l'est du pays. Un résultat clair, dès le premier tour, est rapidement apparu. Nous saluons la victoire de M. Poroshenko. Nous sommes pleinement disposés à travailler avec lui. Cette élection, dès le premier tour et bénéficiant d'une forte participation, nous confirme l'aspiration à l'unité d'une majorité d'Ukrainiens.

Je souhaite revenir brièvement sur cette élection. Elle a d'abord été libre, dans la mesure où cette élection ne comptait pas moins de 21 candidats enregistrés. Ce nombre traduit la vaste pluralité des projets politiques sur lesquels tous les Ukrainiens ont été invités à se prononcer pour construire leur destin dimanche dernier. Pas de candidat unique, pas de résultat imposé. Ces élections, ensuite, ont été transparentes, puisque 2 784 observateurs internationaux ont été accrédités pour s'assurer de leur bon déroulement. L'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), hier, a déjà fait savoir que cette élection avait respecté les normes démocratiques. Le Président élu est ainsi pleinement légitime. Nous étudierons avec attention les résultats de la Commission électorale centrale et l'évaluation qui sera faite par le Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme sur la tenue de ces élections. Au passage, je note que ces résultats confirment aussi, s'il en était besoin, à quel point la propagande dénonçant le poids des fascistes en Ukraine est sans fondement. À eux deux, les deux partis d'extrême droite recueillent moins de 3 % des voix.

Ces élections sont donc une bonne nouvelle car leur organisation avait à maintes reprises été mise en péril. Mais nous devons nous souvenir qu'elles se sont déroulées dans un contexte sécuritaire particulièrement difficile. La situation dans le Donbass reste en effet très préoccupante.

Les violations des droits de l'homme et les entraves à la liberté des médias augmentent. Deux journalistes ont encore été tués samedi dernier. Quatre observateurs de l'OSCE ont été enlevés à Donetsk et sont toujours détenus. Ils doivent être libérés immédiatement. L'aéroport de Donetsk a été occupé par les groupes armés séparatistes, avant d'être repris par les forces ukrainiennes. Les groupes armés séparatistes doivent cesser immédiatement leurs activités, et nous appelons tous ceux qui ont une influence sur eux à en user pour permettre un retour au calme. Enfin, nous n'oublions pas que la Crimée reste occupée.

Dans ce contexte tendu, les élections de dimanche représentent néanmoins une opportunité. M. Poroshenko qui prendra les rênes de l'Ukraine au début du mois de juin aura trois priorités : le retour au calme, la mise en place d'un gouvernement inclusif et les réformes. Ces trois priorités doivent s'appuyer sur un dialogue national, qui doit se prolonger et s'approfondir.

Aujourd'hui, pour l'Ukraine, il n'y a en effet pas d'autre chemin à suivre que celui de l'unité et de la réconciliation. Dans ce contexte, nous espérons que M. Poroshenko travaillera à consolider l'unité de son pays en poursuivant le processus de dialogue national ukrainien lancé avec l'appui de l'OSCE le 14 mai dernier, et en accompagnant la mise en œuvre du mémorandum pour la paix et la concorde adopté par la Rada le 20 mai dernier. Ces initiatives, qui prévoient une réforme constitutionnelle inclusive pour la décentralisation et la garantie du statut de la langue russe, vont dans le bon sens.

Ce processus doit être mené avant tout par l'Ukraine elle-même, avec le soutien de l'OSCE. L'Union européenne se tient prête à la soutenir dans ses efforts, comme l'ont rappelé les chefs d'État dans leur déclaration lors du Conseil européen d'hier. Mais il appartient à l'ensemble de la communauté internationale d'accompagner utilement l'Ukraine dans l'écriture des prochaines pages de son destin.

Mme Perceval (Argentine) (*parle en espagnol*) : Je remercie le Secrétaire général adjoint aux affaires politiques, M. Jeffrey Feltman, de son exposé sur l'évolution récente de la situation en Ukraine et les efforts de bons offices menés par les Nations Unies. L'Argentine suit de près la situation en Ukraine et demeure préoccupée face à l'évolution de la situation dans les provinces orientales de ce pays.

En ce qui concerne l'élection de dimanche dernier, l'Argentine, en tant que question de principe et de politique générale, ne se prononce pas sur les résultats des élections qui par nature relèvent de la compétence exclusive de chaque État. Nous réitérons qu'il faut dûment respecter la gestion par l'Ukraine de ses affaires intérieures et s'abstenir de toute ingérence ou intervention dans les affaires politiques, militaires ou économiques qui relèvent de sa compétence. L'Argentine respecte la décision du peuple ukrainien.

Nous avons maintes fois souligné la nécessité de créer des conditions favorables à la reprise du processus de dialogue, de toute urgence. À cet égard, nous espérons que l'élection présidentielle tenue le 25 mai contribuera à réduire les tensions en apaisant les craintes qu'il y aura de nouveaux affrontements violents et en mettant un terme à cette spirale de violence qui, si elle se poursuivait, aurait des conséquences graves pour la stabilité non seulement de l'Ukraine, mais aussi de la région. Les actions des groupes armés, les actes unilatéraux et les violations des droits de l'homme ne font qu'exacerber la crise et mettre en péril la sécurité et les conditions de vie de la population civile.

Nous sommes préoccupés par les informations faisant état de la disparition de quatre membres de l'équipe d'observateurs internationaux de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, dont on n'a plus de nouvelles depuis lundi dernier. À cet égard, nous appelons toutes les parties à prendre toutes les mesures nécessaires pour que les observateurs soient remis immédiatement en liberté, sains et saufs. En particulier, les États Membres qui ont de l'influence auprès des parties doivent en user constructivement à cette fin.

Convaincus que la seule issue à la crise ukrainienne est une solution politique et diplomatique, nous demandons de nouveau à toutes les parties de faire preuve de la plus grande retenue et de contribuer à un dialogue constructif. En ce sens, la mise en œuvre effective par toutes les parties des mesures convenues à Genève demeure essentielle pour faire avancer un processus de dialogue à même de renforcer la confiance entre les différentes communautés et de garantir à tous les Ukrainiens que leurs principales préoccupations et leurs droits seront pris en considération. Toute violation ou tout abus de droits de l'homme est injustifiable. Les cas d'assassinat, de torture, d'enlèvement, de harcèlement, d'intimidation et de détention illégale doivent faire l'objet d'enquêtes et leurs auteurs doivent être traduits en justice. En outre, nous demandons à toutes les autorités nationales et régionales de l'Ukraine de prendre des mesures efficaces non seulement pour protéger les droits de l'homme et prévenir leurs violations, mais aussi pour garantir leur respect par toutes les forces de sécurité.

Une fois de plus, nous réaffirmons que, d'une part, la communauté internationale doit s'attacher à amener les parties à s'engager dans un dialogue constructif, dans le plein respect des droits de l'homme, du droit international humanitaire et des droits de toutes les minorités, et, d'autre part, à agir dans le strict respect du droit international et de la Charte des Nations Unies en vue de la pacification interne du pays et de la création d'un climat favorable à un développement durable, sans exclusive et caractérisé par la prospérité.

M. Barros Melet (Chili) (*parle en espagnol*) : Nous nous réjouissons de l'exposé du Secrétaire général adjoint, M. Jeffrey Feltman, et de l'organisation de la présente séance.

Ma délégation a suivi de près l'élection qui s'est tenue dimanche le 25 mai, qui a abouti à la victoire de M. Poroshenko. Nous saluons la coopération internationale avec le Gouvernement provisoire ukrainien, en particulier de la part de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), qui a envoyé plus de 1 000 observateurs et fourni un appui logistique, des éléments essentiels au processus électoral.

Nous estimons que cette élection est une étape cruciale du processus politique qui doit conduire à la stabilité du pays, sur la base d'un dialogue sans exclusive mené dans le plein respect des minorités, des droits de l'homme et de l'état de droit. Cependant, nous regrettons que le processus électoral n'ait pas pu couvrir l'ensemble du territoire ukrainien et appelons les groupes qui ont fait obstacle au déroulement normal de ce processus à se joindre aux efforts visant à l'avènement d'une nouvelle ère dans leur pays, où tous les groupes et les minorités se sentent impliqués. Nous reconnaissons également la responsabilité importante qui incombe aux autorités ukrainiennes actuelle et à celles qui ont été élues de mener à bien ce processus politique dans l'ordre. Dans ce contexte, le Chili déplore les violences signalées à Donetsk dans les jours qui ont suivi l'élection et exprime sa préoccupation quant aux conséquences d'une nouvelle escalade de la crise.

Cependant, le processus politique ne se conclut pas avec cette élection. La responsabilité première

incombe aux autorités ukrainiennes, mais tout aussi important est le concours des pays de la région et des organisations régionales, qui doivent poursuivre leur coopération afin de mener à bien ce processus. Par ailleurs, nous voudrions mettre en exergue les diverses initiatives du Secrétaire général et de l'ensemble du système des Nations Unies, visant à rechercher une solution politique à cette crise depuis qu'elle a éclaté.

Nous appelons le Gouvernement et les groupes séparatistes à trouver un terrain d'entente sur lequel peut se fonder un dialogue permettant de mettre fin à toutes les violences actuelles. Nous réitérons notre appui aux appels lancés par le Sous-Secrétaire général aux droits de l'homme, M. Ivan Šimonović, pour garantir l'application du principe de responsabilité pour toutes les violations des droits de l'homme et pour que leurs auteurs, quels qu'ils soient, soient traduits en justice.

Enfin, le Chile réitère encore une fois la nécessité de respecter l'indépendance, l'intégrité territoriale et la souveraineté de l'Ukraine. Une nouvelle phase commence en Ukraine et donc une nouvelle ère de coopération doit se mettre en place au Conseil afin d'aider ce pays à faciliter la création des conditions permettant au peuple ukrainien de décider de son avenir en toute souveraineté, dans la paix et la démocratie.

M. Cherif (Tchad) : Je remercie M. Jeffrey Feltman, Secrétaire général adjoint aux affaires politiques, pour son exposé.

Le Tchad salue la tenue de l'élection présidentielle en Ukraine le 25 mai dernier, avec un taux de participation de plus de 60 %. Les Ukrainiens ont pu voter librement et élire dans la transparence M. Petro Poroshenko avec 55 % des voix dès le premier tour. Nous félicitons le peuple ukrainien et son nouveau Président, M. Petro Poroshenko.

Malgré les difficultés rencontrées dans l'est du pays où le scrutin a été perturbé par les violences en cours, l'élection s'est bien déroulée. Le Tchad espère que cette élection, dont le bon déroulement est attesté par l'ensemble des observateurs internationaux, offre au nouveau Président la légitimité et l'autorité nécessaires pour rétablir la confiance entre toutes les composantes de la société ukrainienne et préserver l'unité du pays dans le respect de sa diversité.

L'élection du nouveau Président marque une étape majeure dans la consolidation de la démocratie et ouvre une nouvelle phase qui doit permettre d'amorcer un processus de stabilisation par le dialogue et le redressement économique du pays. La communauté internationale doit accompagner les nouvelles autorités ukrainiennes pour faire face aux multiples défis auxquels elles sont confrontées.

Tout en saluant l'importante étape franchie avec l'élection présidentielle en Ukraine, le Tchad reste préoccupé par la situation qui prévaut dans l'est de ce pays. Il condamne les actes de violence en cours à l'est, qui ont fait plusieurs morts, et l'enlèvement des quatre observateurs de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), dont nous demandons aux ravisseurs la libération immédiate.

Le Tchad réitère son appel à l'arrêt immédiat des combats et invite toutes les parties à s'abstenir de l'usage de la force et à privilégier une sortie de crise pacifique par le dialogue.

À cet égard, la mission de pacification et de réconciliation de tous les Ukrainiens repose essentiellement sur le nouveau Président élu en tant que Président de tous les Ukrainiens sans exception. Dans cette optique, nous invitons les groupes armés à déposer les armes et à entamer des négociations directes avec les nouvelles autorités ukrainiennes pour rétablir la paix et préserver l'unité du pays. Nous pensons qu'un dialogue franc et ouvert est la meilleure réponse à toutes les attentes et inquiétudes. Les proclamations unilatérales d'indépendance sur une partie du territoire ukrainien ne saurait remettre en cause l'intégrité et la souveraineté du pays auxquelles le Tchad reste attaché.

Dans cette perspective, le Tchad reconnaît l'importance de la médiation de la communauté internationale en général, et celle de l'ONU, de l'OSCE et des pays voisins en particulier dans la recherche d'une issue pacifique à la crise ukrainienne. Le Tchad apporte tout son appui à tous les bons offices.

M. Nduhungirehe (Rwanda) (*parle en anglais*) : Je remercie le Président d'avoir convoqué la présente séance. Je remercie également M. Jeffrey Feltman, Secrétaire général adjoint aux affaires politiques, pour son exposé sur la situation en Ukraine. Le Rwanda se félicite de l'élection présidentielle tenue dimanche. Nous félicitons le Président élu, M. Petro Poroshenko, pour sa victoire décisive qui lui confèrera la légitimité requise pour trouver une issue à la crise ukrainienne.

Comme l'ont signalé plusieurs observateurs nationaux et internationaux, y compris l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), le scrutin a été libre, régulier et pacifique dans la plus

grande partie du pays; le taux de participation a dépassé les 60 % en dépit de cas signalés d'irrégularités et de perturbations électorales. Il est toutefois regrettable que dans certaines régions de l'est, les Ukrainiens se sont vus refuser le droit de vote.

Nous nous félicitons de l'engagement pris par le Président élu de poursuivre le dialogue politique, y compris avec les séparatistes de l'est de l'Ukraine. Nous rappelons que la déclaration de Genève du 17 avril constitue une bonne base à ce dialogue. Nous jugeons également encourageantes la promesse faite par M. Poroshenko d'entamer des pourparlers avec la Fédération de Russie, ainsi que la volonté de la Fédération de Russie d'engager un dialogue avec les nouveaux dirigeants ukrainiens. À cet égard, nous réitérons notre appui au Secrétaire général et à ses bons offices dont l'objectif est de trouver une solution politique et diplomatique à la crise. Nous sommes convaincus qu'il saisira cette dynamique pour réaliser une percée avec l'appui des parties concernées.

Entre-temps, la violence persistante dans l'est, en particulier autour de la ville de Donetsk qui est le théâtre d'une lutte acharnée pour le contrôle de l'aéroport, est alarmante. Nous sommes également préoccupés par le meurtre de journalistes et l'enlèvement des observateurs internationaux de l'OSCE. Nous prenons note de de la libération de 11 observateurs et réclamons la libération immédiate des quatre autres observateurs enlevés lundi. Nous exhortons tous les manifestants armés à déposer les armes et à respecter l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Ukraine.

Le Rwanda reconnaît le droit légitime du Gouvernement ukrainien de rétablir l'ordre dans l'est et sur l'ensemble du territoire national, comme l'a réaffirmé le Président élu. Nous appelons cependant les autorités ukrainiennes à exercer ce droit de manière proportionnée, en gardant à l'esprit que la seule façon durable de sortir de la crise est au travers d'un dialogue politique inclusif et d'une réforme constitutionnelle axée sur une plus grande décentralisation et sur la promotion de l'égalité et des droits des minorités, y compris les droits linguistiques et culturels.

Je voudrais dire, en conclusion, que l'élection présidentielle ukrainienne de dimanche dernier a été un tournant décisif, car elle a permis au pays de se doter d'un dirigeant légitime qui jouit d'un capital politique suffisant pour rétablir la paix entre les Ukrainiens et dans la région. Nous appelons la communauté internationale, notamment l'ONU, l'Union européenne, l'OSCE et la Fédération de Russie à aider les nouveaux dirigeants dans le cadre de ce processus politique et diplomatique.

Mme Murmokaitė (Lituanie) (*parle en anglais*) : Le peuple ukrainien s'est exprimé. Dimanche dernier, il a voté pour l'avenir d'une Ukraine unie lors d'un scrutin dont il est généralement convenu qu'il a été libre et régulier, et conforme aux normes internationales, comme l'ont confirmé de nombreux observateurs internationaux. Comme l'a dit Ilkka Kanerva, Chef de la délégation dépêchée par l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) pour surveiller l'élection, « Le taux de participation impressionnant… réfute avec force ceux qui remettent en cause l'unité et le progrès de l'Ukraine ».

Les manœuvres d'intimidation, les enlèvements et les saisies d'urnes et de bureaux de vote par des séparatistes pro-russes n'ont pas réussi à empêcher ceux qui aiment leur pays d'exprimer leur volonté de manière démocratique et en toute liberté, contrairement à ceux qui ne savent qu'imposer leur volonté par les armes. Partout, y compris dans le sud-est de l'Ukraine, l'avance du Président élu Petro Poroshenko était manifeste et ne laissait aucune place à quelques spéculations que ce soit sur la légitimité de l'élection.

Et surtout, l'élection tenue dimanche en Ukraine a détruit le mythe d'un extrémisme radical dans ce pays, qui avait été au cœur d'une campagne de propagande anti-ukrainienne répugnante. Il est temps de mettre un terme définitif à l'incitation et à la diabolisation honteuses dont font l'objet l'Ukraine et sa population, car ces pratiques ont de profondes répercussions sur les relations entre les deux pays et ont provoqué des effusions de sang sous de faux prétextes sur le territoire de l'Ukraine.

Le peuple ukrainien s'est exprimé. Les résultats de l'élection de dimanche confirment ce que nous savions déjà. Si de nombreuses personnes dans l'est de l'Ukraine ont des revendications légitimes en ce qui concerne leur situation socioéconomique et les relations entre le centre et les régions, elles ne cherchent pas la fragmentation de l'Ukraine. Au contraire, une écrasante majorité de citoyens ukrainiens, notamment dans l'est et le sud du pays, envisagent leur avenir au sein d'une Ukraine unie et démocratique.

Les problèmes que vont devoir affronter le nouveau Président en son gouvernement sont énormes,

et il leur faudra surmonter des décennies de négligence et de corruption généralisée, rétablir l'état de droit, redonner confiance aux citoyens et aux régions, mais aussi rétablir la confiance entre les citoyens et leur gouvernement, en mettant en place des réformes politiques et économiques globales sans exclusive. Les réunions consacrées au dialogue national et le mémorandum sur la paix et la concorde adopté récemment offrent des possibilités importantes d'ouverture, et ils devraient également permettre aux principaux groupes de la société ukrainienne de participer aux efforts visant à éloigner le pays de l'héritage de corruption du passé. Nous souhaitons plein succès au Président élu et au peuple ukrainien dans cette entreprise importante.

Dans le même temps, nous soulignons une fois de plus que l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Ukraine sont non négociables et doivent être respectées de tous. Nous nous félicitons que les dirigeants russes aient fait part de leur intention de respecter les résultats du vote en Ukraine. Il faut maintenant qu'ils agissent en conséquence. Il est temps que la Russie abandonne sa guerre de propagande contre l'Ukraine et participe à un dialogue véritable et sérieux. Nous exhortons la Russie à retirer pleinement ses troupes de la frontière ukrainienne et à mettre un terme à l'entrée incontrôlée d'armes, d'armements et de combattants étrangers sur le territoire ukrainien. Les frontières et l'espace aérien de l'Ukraine doivent être respectés.

Compte tenu de l'influence qu'elle a sur les groupes armés illégaux avec lesquels elle est en contact, il est essentiel que la Russie dénonce et condamne sans équivoque le séparatisme militant qui gangrène le sud-est de l'Ukraine et qu'elle s'en dissocie. Il est essentiel de prendre ces mesures pour contribuer à rétablir un sentiment de confiance entre ces deux pays voisins et s'engager dans la voie de l'apaisement, sur la base de la déclaration de Genève du 17 avril et en veillant à ce que la communauté internationale assure un suivi et un appui continus sur le terrain.

L'occupation de la Crimée a provoqué une augmentation du nombre de personnes déplacées, qui sont maintenant près de 10 000. Les innombrables actes de violence commis par des groupes séparatistes lourdement armés – notamment les actes de banditisme et de pillage incessants, les actes d'extorsion et d'intimidation, les enlèvements, les passages à tabac, la torture, les embuscades violentes et les meurtres – constituent des violations flagrantes des droits fondamentaux et sociaux de la population qu'ils prétendent représenter. Les séparatistes dans l'est de l'Ukraine violent les principes de base du droit national et international et montrent au grand jour leur mépris des droits de l'homme. Des cas de tribunaux populaires illégaux autoproclamés qui condamnent à mort des représentants locaux, qui sont par la suite exécutés, ont été signalés. La participation croissante de combattants étrangers, notamment des mercenaires tchétchènes, est profondément préoccupante et pourrait, si l'on n'y met un terme, échapper à tout contrôle.

La rhétorique mensongère et dangereusement trompeuse selon laquelle il faut combattre les fascistes ukrainiens continue d'être exploitée. La prise pour cible délibérée de journalistes, notamment les agressions, les passages à tabac et les enlèvements, ainsi que la confiscation et la destruction de leur matériel, ont été signalées. Un jeune journaliste italien a perdu la vie. Ces attaques doivent être fermement condamnées. Il y a quelques jours, le maire autoproclamé de Slaviansk a confirmé que son groupe détenait quelque 40 otages. Le nombre total d'otages et de disparitions forcées est évidement plus élevé et reste une source de profonde préoccupation. Par exemple, 12 policiers de haut rang ont été enlevés par des séparatistes armés dans la région de Lougansk le 26 mai.

Les observateurs internationaux sont de plus en plus souvent victimes d'agressions, et quatre représentants de la mission de surveillance spéciale de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) ont été enlevés le 26 mai, soit le deuxième incident de ce type en l'espace de deux mois. Nous avons reçu tout à l'heure des informations alarmantes indiquant que 11 autres observateurs de l'OSCE avaient été enlevés par des séparatistes pro-russes alors qu'ils se rendaient de Donetsk à Dnipropetrovsk. Ils ont depuis été libérés. La Lituanie condamne fermement toute entrave à l'action des observateurs internationaux et demande instamment à toutes les parties de veiller à ce qu'ils puissent s'acquitter de leurs tâches importantes en toute sécurité.

Aucun pays ne resterait inactif et indifférent si des groupes d'insurgés en possession d'armes obtenues illégalement, de plus en plus souvent avec l'aide de mercenaires étrangers, tentaient de perturber le fonctionnement de l'État et de compromettre son statut même d'État en recourant à l'intimidation, à la violence et à la force. Face aux attaques dont continue de faire l'objet l'État ukrainien, nous tenons à souligner que

l'Ukraine a le droit légitime de défendre son statut et son intégrité territoriale contre les groupes séparatistes illégaux qui ont pris les armes contre leur propre pays et qui font preuve d'un mépris flagrant à l'égard de sa constitution, de ses lois et de sa population. Tout en réitérant notre attachement à l'indépendance, à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de l'Ukraine, nous nous tenons prêts à venir en aide à ses nouveaux dirigeants et à sa population pour leur permettre d'avancer sur la voie des réformes démocratiques et de la paix. Le peuple ukrainien s'est exprimé. Nous devons tous respecter son choix.

M. Churkin (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : L'élection du 25 mai a marqué un pas dans la bonne direction. Comme l'a déclaré le Président de la Russie, M. Poutine, avant sa tenue, « nous respectons l'élection organisée par le peuple ukrainien ». Cependant, nous ne partageons pas l'euphorie manifestée par nos collègues occidentaux. Une élection n'est pas la panacée. En évaluant l'élection et ses conséquences potentielles, il faut prendre en compte les événements qui l'ont précédée et le contexte dans lequel elle s'est déroulée. Nous ne pouvons oublier le chaos semé par les opposants au Président élu légitimement ou le coup d'État mené avec un appui extérieur et l'aide des forces radicales nationales. Nous ne pouvons oublier les tragédies qui ont frappé Odessa le 2 mai et Marioupol le 9 mai. Nous ne pouvons faire la sourde oreille aux tirs de mortiers dans le sud-est, où des opérations punitives sont menées.

Il faut reconnaître que l'élection n'a pas été entièrement libre et démocratique. Une lourde influence a été exercée, notamment la menace de violence physique, en faveur de certains candidats, alors que d'autres ont été forcés de se retirer de la course électorale. Les médias ont été visés par de nombreuses restrictions durant l'élection. La consolidation de la population a été réalisée principalement en marginalisant et en terrorisant des régions entières et en répandant une propagande antirusse.

Cependant, nous ne pouvons nous contenter aujourd'hui d'aborder la question du processus électoral dans un pays donné. Le Conseil de sécurité est doté d'un mandat complètement différent aux termes duquel il est le premier garant de la paix et de la sécurité internationales. Lorsqu'une partie de l'Ukraine est en guerre, nous qui siégeons dans cette salle devons chercher un moyen de mettre un terme à la violence pour avancer vers un règlement pacifique de la situation en facilitant les négociations entre toutes les parties ukrainiennes.

Cette tâche revêt une importance particulière aux yeux de la Russie, car les opérations militaires sont menées très près de ses frontières. Les membres du Conseil de sécurité doivent appeler Kiev à reconnaître enfin la nécessité de prendre en compte les intérêts de tous les citoyens du pays et de mettre fin au plus vite aux opérations punitives dans l'est et le sud. C'est ce qu'attendent les citoyens ukrainiens et ce qui est attendu de Kiev en application de ses obligations au titre de la déclaration de Genève et de la feuille de route de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE). Cela permettrait d'instaurer un dialogue national véritable en vue d'adopter des réformes constitutionnelles globales. Il faut instaurer un dialogue véritable plutôt que de mener des opérations punitives en se cachant derrière l'écran de fumée que sont les tables rondes organisées sans la participation des représentants de l'est et du sud du pays.

Il convient de souligner qu'immédiatement après l'élection, le mémorandum sur la paix et la concorde a été d'une certaine manière oublié. Plutôt que de leur demander leur avis, on agonit les citoyens d'injures. Tous les problèmes possibles et imaginables sont imputés à la Russie. Des voix appellent à mettre rapidement un terme aux opérations punitives en les intensifiant. Les citoyens sont enrôlés dans l'armée et la prétendue garde nationale. On se débarrasse de ceux qui ne veulent pas tuer leurs concitoyens. On utilise de plus en plus de moyens aériens, de chars, de véhicules blindés et de mortiers, et des cibles civiles, notamment des écoles, des jardins d'enfants et des hôpitaux, sont visées par des bombardements chaotiques et des tirs d'artillerie. En dépit des appels des dirigeants des villes assiégées, les citoyens pacifiques ne sont pas autorisés à quitter les zones militaires. Il n'y a pas de couloirs humanitaires sûrs, et les autorités ukrainiennes ne prennent aucune mesure pour évacuer les enfants ou réunir les familles séparées. Les dispositions de la Convention relative aux droits de l'enfant de 1989 sont violées, tout comme les garanties de base énoncées dans le Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à la protection des victimes des conflits armés non internationaux.

Nous regrettons de voir que certains membres du Conseil de sécurité continuent de justifier, de toutes les manières possibles, l'action militaire des autorités de Kiev. D'ailleurs, aujourd'hui, un collègue a encore

employé, à l'égard de l'action menée dans ce cadre, les mots « admirable retenue ». Juste ciel!

Nous avons de nombreuses preuves dans les médias et sur support vidéo de l'utilisation par les forces ukrainiennes d'hélicoptères portant le logo de l'ONU. Ce type d'incident a encore été observé tout récemment le 26 mai au-dessus de la zone de Lougansk. Nous appelons le Secrétariat de l'ONU à ne pas rester passif alors que des violations des règles de l'ONU sont commises, à s'occuper de cette question et à prendre des mesures afin de ne pas laisser continuer de se perpétrer ce type de pratiques qui discréditent l'ONU. Le simple fait que les autorités de Kiev aient nié cet incident ne nous suffit pas.

La feuille de route de l'OSCE prévoit des enquêtes sur tous les cas de meurtres collectifs. Or aucun progrès n'a été accompli en ce sens, et pas davantage dans l'enquête portant sur les incidents survenus du 18 au 20 février sur la place Maidan, y compris les répercussions de l'incident du tireur embusqué. Nous n'avons également reçu aucune réponse à nos appels pressants en faveur d'une enquête internationale indépendante sur les événements tragiques du 2 mai à Odessa, au cours desquels, comme on le sait, des substances chimiques mortelles non identifiées ont été utilisées, et pas davantage non plus en ce qui concerne les événements du 9 mai à Marioupol. La partie ukrainienne cherche ainsi à éviter toute coopération sérieuse avec les structures internationales sur ces affaires.

Les représentants des médias continuent d'être en butte à des menaces et à des persécutions de la part des autorités ukrainiennes, qui ne leur permettent pas de s'acquitter normalement de leurs activités professionnelles et de mener l'enquête sur la pagaille que connaît le pays. Nul n'ignore aujourd'hui l'incident de la détention scandaleuse des journalistes russes de la chaîne de télévision « Life News » et du traitement cruel qu'on leur a réservé. On ne compte plus les cas d'interdictions faites aux journalistes d'entrer sur le territoire ukrainien ou d'expulsions sous les prétextes les plus fantaisistes. Nous adressons d'ailleurs nos condoléances aux familles du journaliste italien et de la citoyenne russe qui l'accompagnait, morts aux mains des forces ukrainiennes.

Nous sommes vivement préoccupés par la situation des deux groupes d'observateurs de l'OSCE, au sein desquels se trouve un citoyen russe. Nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour retrouver et faire libérer les observateurs qui n'ont pas encore été relâchés. Il convient ici d'attirer l'attention sur le fait que la responsabilité de la sécurité des observateurs incombe au premier chef à l'Ukraine. Or Kiev n'a pas encore mené à bien jusqu'à présent les procédures internes permettant de ratifier le mémorandum d'accord avec l'OSCE visant à garantir l'immunité des fonctionnaires de ces missions internationales. L'ambiguïté du statut des observateurs de l'OSCE, qui travaillent pourtant en Ukraine depuis plus de deux mois, constitue une menace à leur sécurité.

En conclusion, nous espérons sincèrement que l'élection présidentielle du 25 mai inaugurera, malgré tout, une nouvelle ère plus constructive dans la vie politique interne de l'Ukraine. Mais pour cela, elle doit être étayée par des mesures concrètes visant à créer la concorde la plus large à l'échelon national. Les responsables politiques ukrainiens ont déjà cruellement déçu, à maintes reprises, les espoirs de leur peuple. Nous voulons croire que ce n'est pas ce qui se produira cette fois, à un moment aussi crucial de l'histoire du pays.

Le Président (*parle en anglais*) : Je vais à présent faire une déclaration en ma qualité de représentant de la République de Corée.

Ma délégation remercie le Secrétaire général adjoint, M. Jeffrey Feltman, de son exposé. La République de Corée félicite l'Ukraine du bon déroulement de l'élection présidentielle du 25 mai. Nous nous réjouissons de constater que ce scrutin s'est tenu de façon régulière et transparente, avec une forte participation, en dépit des conditions de sécurité précaires dans l'est du pays. Cette élection nous semble représenter un pas en avant dans la désescalade des tensions.

En conséquence, nous appelons toutes les parties à respecter l'issue du scrutin et à coopérer avec le Président élu et son gouvernement. Parallèlement, nous condamnons les actes de violence perpétrés en marge de l'élection par des groupes armés illégaux, et notamment la fermeture sous contrainte d'une commission électorale de district et les actes d'intimidation à l'encontre de responsables électoraux.

Nous espérons que le Gouvernement ukrainien saisira maintenant cette occasion inappréciable pour engager un processus constitutionnel transparent et ouvert à tous, qui incarne les intérêts de l'ensemble du peuple ukrainien, y compris de ses minorités. Nous nous félicitons à cet égard de l'annonce par le nouveau Président, Petro Poroshenko, de son projet de se rendre dans les régions orientales et de rechercher des solutions

en coopération avec toutes les parties. De plus, la série de tables rondes organisées dans le cadre du dialogue national constitue également une mesure bienvenue, qui nous semble essentielle à tout règlement viable de cette crise.

En dépit de ces mesures positives, nous restons cependant vivement préoccupés par l'escalade continuelle des tensions dans l'est de l'Ukraine, à commencer par les combats récents entre des groupes séparatistes armés et les forces de sécurité ukrainiennes. Nous sommes également préoccupés par l'enlèvement de membres de la mission d'observation de l'OSCE près de Donetsk. Il convient de garantir intégralement la sûreté et la sécurité des membres des missions.

Pour terminer, j'aimerais souligner que la stabilité et la prospérité de l'Ukraine revêtent une importance critique non seulement pour la paix en Europe mais également pour l'ensemble de la communauté internationale. Nous réaffirmons une fois de plus notre entier soutien à la souveraineté, à l'indépendance et à l'intégrité territoriale de l'Ukraine.

Je reprends à présent mes fonctions de Président du Conseil.

Je donne la parole au représentant de l'Ukraine.

M. Sergeyev (Ukraine) (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Monsieur le Président, de la convocation de la présente séance sur la situation actuelle en Ukraine. Je remercie le Secrétaire général adjoint, M. Feltman, de son exposé. Je remercie également tous les membres du Conseil de leur soutien aux élections tenues en Ukraine le 25 mai et de leurs aimables recommandations et encouragements à l'intention du nouveau Gouvernement et du Président élu concernant leurs projets de consolidation de l'Ukraine.

Je remercie le Conseil de nous avoir fait part de ses analyses au sujet du scrutin, qui coïncident avec celles de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), l'une des principales missions d'observation. L'OSCE a en effet déclaré que l'élection présidentielle du 25 mai en Ukraine était libre, démocratique et pleinement conforme avec la législation nationale et avec les normes internationales. Ce scrutin s'avère un succès historique pour le peuple ukrainien et pour sa démocratie.

Le 25 mai, le peuple a confirmé sa détermination de protéger son territoire national des menaces extérieures existantes, en même temps que son désir de paix et d'un avenir européen, conjugué à son rejet absolu de l'agression russe. L'immense majorité des citoyens ukrainiens, de toutes les régions du pays, y compris de la Crimée occupée, a participé au vote dans plus de 90 % des bureaux de vote du pays, confirmant par là la pleine représentativité et la pleine légitimité de sa volonté.

Il est important que l'issue de ce scrutin ait ainsi réduit à néant tous les clichés de la propagande anti-ukrainienne. Si tous les Ukrainiens étaient bien des fascistes ou des nazis, alors pourquoi les candidats dits « ultra-nationalistes » ont-ils si peu obtenu de voix dans ces élections? Où se trouvent les partisans fantômes de la sécession ou de la fédéralisation de l'Ukraine, quand près de 90 % des votants de toutes les régions du pays, y compris de la Crimée sous occupation, ont mis dans l'urne le bulletin de candidats défendant une Ukraine unifiée et son intégration à l'Union européenne? Tous ceux qui ont participé à la campagne présidentielle ont reconnu qu'elle était démocratique et légitime.

M. Petro Poroshenko a obtenu un important soutien de toutes les régions d'Ukraine, y compris des régions orientale et méridionale, ce qui confirme la ferme volonté de l'ensemble de la population ukrainienne de voir son pays rester uni. Le Président élu a désormais pleine légitimité pour s'acquitter de son mandat au nom de l'ensemble de la nation ukrainienne.

Il a notamment pour priorités absolues de stabiliser et de réconcilier les régions orientales de l'Ukraine, qui ont souffert de la propagande russe et des activités illégales des insurgés et mercenaires russes.

Le Président élu a déjà annoncé qu'il envisageait de se rendre dans la région du Donbass tout de suite après sa prise de fonctions, ce qui est un message clair à l'intention de tous dans l'est de l'Ukraine que leurs voix seront entendues à condition qu'elles s'expriment de façon pacifique. La campagne présidentielle de 2014 s'est déroulée alors que l'Ukraine traverse pour la première fois de son histoire moderne une période de tensions sociales et politiques et connaît des problèmes de sécurité. Malheureusement en raison de l'occupation du territoire de la République autonome de Crimée, il a été impossible d'installer des commissions électorales et de tenir l'élection présidentielle dans cette république. Toutefois, les citoyens ukrainiens vivant dans la péninsule occupée ont pu voter dans les bureaux de vote de Kherson, proche de la Crimée, ou dans n'importe quel autre bureau de vote en Ukraine.

La complexité de la situation en matière de sécurité à Donetsk et Lougansk a sérieusement compromis le processus électoral dans ces villes. Selon les constats et conclusions préliminaires publiés par la mission spéciale de surveillance, qui sont disponibles sur le site Web de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), de graves problèmes ont été signalés dans les régions de Donetsk et de Lougansk, avec notamment des groupes armés qui ont fait irruption dans plusieurs commissions électorales locales, en chassant le personnel avant de les fermer; des actes d'intimidation contre des agents électoraux, y compris des enlèvements, des menaces de mort, des cas d'introduction par effraction dans des résidences privées, la saisie d'équipement et de matériel électoral et des coups de feu tirés contre le représentant d'un candidat.

> « Ces agissements illégaux constituent une tentative d'empêcher l'élection [et] de priver les citoyens de leur droit fondamental d'y participer librement afin d'élire les représentants de leur choix. »

Après l'élection, les responsables du Kremlin ont promis qu'ils respecteraient le choix du peuple ukrainien. Vu les derniers événements à la frontière entre la Russie et l'Ukraine et dans la région, nous accueillons cette affirmation avec circonspection. Les 21, 24 et 26 mai, plusieurs dizaines d'individus armés ont attaqué la frontière ukrainienne depuis la Russie. Quarante véhicules transportant du personnel armé ont tenté de franchir de force la frontière ukrainienne. Nous attendons toujours une réponse valable de la Russie à notre question de savoir ce que des centaines d'homme du bataillon tchéchène font en Ukraine. Ils ne cherchent nullement à cacher leur identité. Ils parlent volontiers aux journalistes et reconnaissent qu'ils sont venus de Russie pour protéger des intérêts. Quels intérêts ces Tchéchènes vont-ils protéger en Ukraine? Ceux des Grecs orthodoxes ou ceux des Slaves? Nous avons aussi demandé ce que plusieurs centaines de cosaques lourdement armés font en Ukraine, en particulier ceux appartenant au groupe dit des « Cent loups », dont on connaît le passé pendant la Deuxième Guerre mondiale. Eux non plus ne cachent pas leur identité. Ils sont présents à Slaviansk et à Kramatorsk, et avant cela, ils étaient en Crimée.

Une autre question que nous nous posons est pourquoi la plupart des dirigeants des autorités illégales et autoproclamées dans les régions de Donetsk et de Lougansk sont des ressortissants russes. Aleksandr Borodai, le Premier Ministre autoproclamé de la soi-disant République populaire de Donetsk, est un citoyen russe venu de Moscou. Igor Strelkov Girkin, l'un des chefs militaires des terroristes à Slaviansk, est un citoyen russe et un officier des forces spéciales de renseignement militaire russes. Igor Bezler, chef militaire d'un groupe terroriste basé à Horlivka, est lui aussi un citoyen russe et un colonel de l'armée russe, comme il l'a publiquement reconnu. Qui a autorisé ces citoyens russes à représenter la population du Donbass, à parler en son nom et à lui demander de faire le sacrifice ultime et de tuer ses compatriotes? Le jour de l'élection, le 25 mai, un groupe d'insurgés prorusses a attaqué un bureau de vote à Novoaidar. Cette attaque a fait un mort et les forces de l'ordre ukrainiennes ont arrêté un groupe de 13 personnes dont le leader semble être un ressortissant russe.

Malgré les discours en apparence conciliants de notre voisin russe, qui est l'un des membres permanents du Conseil de sécurité, l'agression qu'il mène contre un État souverain Membre de l'Organisation des Nations Unies se poursuit. Au lendemain de l'élection, il y a eu une nouvelle violation brutale du territoire ukrainien par des groupes d'insurgés armés venus de Russie. Malgré les avertissements que l'Ukraine a fait passer par la voie diplomatique concernant le regroupement du côté russe de la frontière avec l'Ukraine d'une quarantaine de camions transportant des hommes armés, la partie russe n'a pris aucune mesure pour empêcher ces camions de pénétrer sur le territoire ukrainien. Le 27 mai, aux alentours de 4 heures du matin, un convoi formé de plusieurs camions et voitures de tourisme a tenté de franchir la frontière. Après un échange de feu avec les gardes-frontières ukrainiens en poste, une partie du convoi russe a réussi à franchir la frontière et a pris la direction de la ville d'Antratsyt. Les gardes-frontières russes sont restés les bras croisés pendant toute la durée de l'incident. En outre, nous avons toutes les raisons de penser que l'entrée des groupes armés sur le territoire ukrainien est organisée, financée et encouragée par la partie russe.

Par ailleurs, la Fédération de Russie n'a pas condamné le fait que des citoyens russes prennent part à des opérations mercenaires en Ukraine et elle n'a rien fait pour empêcher les groupes armés de pénétrer illégalement dans la partie est de l'Ukraine, se rendant de fait complice de telles actions. Nous avons bel et bien affaire à une agression flagrante de la partie russe contre l'Ukraine, agression qui consiste à exporter l'instabilité

sur le territoire d'un autre pays. Nos membres des forces de l'ordre dans les régions de l'est de l'Ukraine sont actuellement aux prises avec des mercenaires expérimentés et armés qui sont prêts à piller, intimider, torturer et tuer des citoyens ukrainiens. Aujourd'hui, plusieurs groupes armés prorusses s'en sont pris à des citoyens pacifiques. Ils ont tiré sur une école et une zone résidentielle à Slaviansk. Nous n'avons entendu aucune condamnation de ces actes de la part de la Russie. Au lieu de cela, la Russie a offert d'apporter une assistance humanitaire à la population de l'est de l'Ukraine, soi-disant à la demande d'organisations et de citoyens locaux. Nous voudrions dire à la partie russe que la seule chose que la Russie peut faire pour le peuple ukrainien c'est d'arrêter de soutenir les groupes militaires illégaux.

Nous remercions le Secrétaire général de ses efforts de médiation, notamment avec sa récente déclaration sur le règlement pacifique de la situation dans l'est de l'Ukraine. Le Gouvernement ukrainien veut une solution pacifique à la crise actuelle. La paix est possible si la partie russe arrête d'envoyer des vagues de mercenaires professionnels en Ukraine dans le but de déstabiliser l'est du pays et cesse d'encourager le séparatisme. Nous demandons au Conseil de sécurité et à la communauté internationale d'exiger catégoriquement de la Fédération de Russie qu'elle cesse de provoquer l'instabilité, qu'elle retire toutes les forces armées russes ainsi que les organisations paramilitaires et autres groupes ou individus présents en Ukraine et qu'elle se conforme aux engagements qu'elle a pris dans le cadre de l'accord de Genève relatif à l'Ukraine.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la Fédération de Russie pour une nouvelle déclaration.

M. Churkin (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Vous m'avez regardé, Monsieur le Président, alors j'ai décidé de dire juste quelques mots après tout. Il va de soi que je ne vais pas répondre à la série de faits ou de soi-disant faits mentionnés par mon collègue ukrainien, mais force est de constater, pour la énième fois, que le représentant de l'Ukraine parle sans tenir compte de son peuple. Toutes ses accusations sont dirigées contre la Russie, mais la situation dans l'est de l'Ukraine est pour le moins le résultat du renversement du Gouvernement qui s'est produit à Kiev le 22 février. Nous en sommes tous parfaitement conscients, y compris nos collègues ukrainiens, qui préfèrent toutefois ignorer ce fait car ils ne savent pas que dire dès lors au peuple ukrainien.

On n'arrête pas d'entendre ressasser la thèse de l'unité ukrainienne. Nous avons déjà exprimé nos préoccupations dans notre déclaration, et je ne vais pas les répéter. Ce n'est pas en jetant le blâme sur la Russie qu'on va régler les problèmes du peuple ukrainien.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Ukraine pour faire une autre déclaration.

M. Sergeyev (Ukraine) (*parle en russe*) : Comme le Conseil le sait, les Ukrainiens sont un peuple très patient. Et nous trouvons toujours le moyen de nous entendre. Mais pour ce faire, il faut qu'il y ait de la stabilité. Et pour qu'il y ait de la stabilité, il ne faut pas encourager l'instabilité. J'ai déjà demandé à maintes reprises ce que faisaient ces centaines de Tchéchènes armés en Ukraine. Pourquoi s'y trouvent-ils? Sont-ils venus protéger l'orthodoxie ukrainienne, ou bien l'ethnie slave? J'ai demandé pourquoi des centaines de Cosaques sont venus en Ukraine pour déstabiliser la situation. Cela n'aide pas au règlement du problème, et ne fait que déstabiliser la situation. De plus, ils ne s'en cachent pas et n'essayent pas de cacher leur identité. Je me demande ce que sont venus faire les « Cent loups », détachement créé en 1915 par le général Chkouro et qui formait le corps cosaque du Service spécial nazi. Pour combattre les fascistes – ceux qui eux-mêmes appuient le Nazisme? Ce n'est pas très clair. Il n'est pas clair pour nous aussi que tout d'un coup des citoyens d'un autre pays se retrouvent dans notre pays. Un groupe de 200 personnes se rassemblent dans la rue, s'autoproclament république populaire et affirment qu'ils en seront les dirigeants. C'est ce qui est arrivé à Donetsk, où un citoyen russe s'est autoproclamé Premier Ministre. Est-ce que cela contribue au dialogue? Pas du tout.

Aujourd'hui, si nos parties échangent au moins leurs vues et si nous constatons qu'une solution pourrait résulter d'un dialogue entre les deux parties, alors il nous faudra trouver un moyen de parler à ces gens-là. Pourquoi la Russie ne leur parlerait-elle pas? Pourquoi ne leur expliquerait-elle pas ce qu'elle est venue faire dans leur pays? Ils agissent comme des mercenaires, et ne nous sont d'aucune aide. Cela alimente les flammes du séparatisme, et cela dure depuis longtemps. Il est vrai que le Gouvernement n'a rien fait depuis 20 ans pour régler les problèmes de la région. Il est vrai que la région est en crise, que le chômage y sévit. Il est vrai que l'État doit adopter une politique pour y remédier. Cela a été dit. Mais il faut nous aider à cette fin, et non pas chercher à déstabiliser la situation.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne la parole au représentant de la Fédération de la Russie pour faire une autre déclaration.

M. Churkin (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Je crois que les observations ironiques du représentant de l'Ukraine sur les Tchétchènes ne sont pas à leur place. Je ne comprends pas. Il pourrait leur parler. Cela servirait peut-être à ouvrir un dialogue avec les peuples du sud-est de l'Ukraine. Mais je ne m'appesantirai pas sur la question. Je dirais que j'ai aimé qu'à la fin de ses observations, il ait toutefois fait une évaluation objective de la situation qui règne dans le sud-est de l'Ukraine. Il a parlé de la pauvreté qui sévit dans cette région. C'est une chose dont nous devrions parler. Mais recourir à l'artillerie et aux bombardements ne règlera pas le problème de la pauvreté.

Je ne sais pas si la télévision ukrainienne l'a montré ou non, mais lorsque les populations de Donetsk et de Lougansk se sont rendues aux urnes le 11 mai, il ne s'agissait pas que d'une poignée de personnes. Les régions de Donetsk et de Lougansk comptent, je crois, en tout 7 millions d'habitants. Et rien, absolument rien n'a été fait pour ouvrir un dialogue respectable avec eux. Je ne sais pas. Si quelques évènements inhabituels ont appelé l'attention sur cette région, j'espère que cela aboutira à des mesures constructives, ce que nous n'avons pas encore constaté. Cessez les opérations militaires, et nous pourrons alors sans doute vous aider à instaurer le dialogue. C'est ce que nous avons toujours dit. Allons de l'avant et commençons à dialoguer. La Russie est prête au dialogue.

La Russie s'est rendue à Genève, et nous avons conclu un accord. Mais qu'ont fait les autorités de Kiev? On les a vu mener une opération punitive en violation de cet accord. Qu'en est-il du dialogue? Nous avons toujours été prêts à aider à instaurer le dialogue et nous sommes prêts à le faire maintenant. C'est pourquoi nous espérons que l'opération militaire cessera dès que possible, sinon comment pouvons-nous aider alors qu'elle se poursuit? Comment pouvons-nous aider à l'instauration du dialogue dans les régions du sud-est si les combats se poursuivent? Il est très difficile pour nous de parler de dialogue.

Comme on le sait, notre pays a de nombreux liens avec l'Ukraine, et 3 millions de personnes ont la double nationalité, ukrainienne et russe. Qu'elles aient un passeport russe et qu'elles résident à Moscou n'est pas important parce qu'elles ont 30 membres de leur famille vivant en Ukraine, etc… Voilà donc ce à quoi je veux en venir : il est difficile de dire qui est Russe, qui est Ukrainien, et qui est moitié Russe et moitié Ukrainien.

Nous savons tous cela. Essayons de terminer sur une note constructive et convenir que cette région connaît une situation très difficile.

Le représentant de l'Ukraine a aussi parlé de la Crimée. Puisqu'il a posé une question, je vais en poser une moi aussi. Pourquoi a-t-on coupé l'approvisionnement de la Crimée en eau potable? L'eau a été coupée alors que la région est toujours en proie, 25 ans après l'indépendance de l'Ukraine, à des difficultés économiques.

Certes, la situation économique est difficile dans l'est du pays. Efforçons nous, ensemble, de régler le problème et de coopérer. Est-ce que la Russie et l'Ukraine peuvent coopérer sur le plan économique? Le représentant de l'Ukraine sait-il que nous avons fait de sérieuses propositions? Elles étaient sur la table jusqu'au coup d'État du 22 février. Pourquoi l'Ukraine a-t-elle tourné le dos à tout cela? Maintenant elle parle de fermer la frontière avec la Russie et de quitter la Communauté d'États indépendants? Bien sûr, elle peut le faire, ce qui signifie qu'il n'y aura plus de libre-échange entre nous. De toutes les façons, le genre de relations et de coopération bilatérales que nous avons maintenant dans notre région, c'est une opération militaire menée près de la frontière russe, qui ne fait qu'attiser la rhétorique antirusse. Cela n'est pas constructif.

J'espère que l'Ukraine a lu attentivement les déclarations faites par notre gouvernement. Elles sont très constructives. J'espère que le représentant a écouté aussi très attentivement notre déclaration d'aujourd'hui qui, outre quelques observations critiques, contient un certain nombre d'idées constructives s'agissant de notre politique ukrainienne.

Nous voulons tourner la page très rapidement, mais cela dépend dans une grande mesure de l'Ukraine. Premièrement, elle doit mettre fin au chaos militaire dans l'est du pays.

J'en ai déjà parlé, mais il est bien entendu difficile d'avoir à écouter tout cela. La représentante de la Lituanie a dit qu'un journaliste italien a été tué, mais il n'a pas dit qui l'a tué. Les choses sont toujours présentées de cette façon lorsque les forces ukrainiennes font quelque chose. On n'en parle jamais. La représentante du Luxembourg qui parle toujours beaucoup des questions humanitaires, n'en a guère parlé.

Cela me rappelle la séance sur la Crimée. Lorsque des soldats ukrainiens ont été tués, certains ont pensé qu'ils l'ont été par des balles russes. Mais lorsque les forces russes ont fait savoir qu'il s'agissait de balles tirées par des tireurs embusqués, le Conseil de sécurité s'est empressé d'exprimer ses condoléances. Et maintenant que des dizaines de personnes, notamment des habitants, sont tuées dans l'est du pays, certains membres du Conseil affirment que les autorités de Kiev font montre d'une exceptionnelle retenue. C'est très surprenant.

Pourquoi sommes-nous réunis ici aujourd'hui? Sic'est pour que le Conseil de sécurité assume son rôle politique, alors faisons en sorte que la violence cesse le plus rapidement possible. Je crois avoir aussi entendu mon collègue ukrainien dire quelque chose d'utile, à savoir qu'il se félicite des efforts de médiation du Secrétaire général; sans doute le Secrétaire général devrait-il alors s'engager immédiatement à mettre fin à la violence dans l'est de l'Ukraine, puisque son rôle à cette fin est salué par le représentant de l'Ukraine. Faisons quelque chose à cet égard.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne la parole au représentant de l'Ukraine, qui a demandé à faire une nouvelle déclaration.

M. Sergeyev (Ukraine) (*parle en russe*) : J'ai écouté la déclaration faite par le représentant de la Fédération de Russie, et je pense que le moyen le plus simple d'avancer pour son pays serait de faire ce qui suit. Il nous a dit ce que nous devions faire alors je voudrais lui dire ce que la Russie doit faire.

Le Gouvernement russe, le Ministre russe des affaires étrangères ou toute autre personne qui prend les décisions doit lancer un appel à son peuple, et avant tout aux dirigeants tchétchènes. Au lieu d'organiser un défilé le jour de l'élection présidentielle à Donetsk, ces centaines de Tchétchènes doivent immédiatement quitter l'Ukraine. C'est le premier préalable.

Deuxièmement, s'agissant des centaines de Cosaques présents en Ukraine. Si je me souviens bien, le Président de la Fédération de Russie a pris la décision de les intégrer à l'armée russe. La présence de ces Cosaques peut donc donner lieu à une double interprétation. Il serait donc souhaitable que la Russie les appelle également à quitter mon pays. Un tel appel pourrait aussi être lancé aux citoyens russes qui, parce qu'ils sont désorientés, s'engagent en tant que mercenaires. Il serait également approprié de les mettre en garde contre les actions impulsives.

S'agissant de la Crimée, nous avons eu des contacts avec la puissance occupante au sujet de la question de l'eau. Il s'agit d'un problème économique, mais la question la plus urgente en Crimée n'a pas encore été réglée. La Crimée fait partie du territoire ukrainien, et nous devons régler la question de son retour en Ukraine. C'est notre position de principe, à laquelle nous ne renoncerons pas. Personne ne rejette la Crimée. C'est une des premières questions que nous devons examiner ensemble dans le cadre de négociations.

Le Président (*parle en anglais*) : Le représentant de la Fédération de Russie a demandé à faire une dernière déclaration.

M. Churkin (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Je ne suis pas sûr de savoir de quelle manière le représentant de l'Ukraine souhaite nouer un dialogue avec nous, mais nous estimons que des négociations devraient aborder la question plus large de nos relations. Elles ne peuvent être dictées par Kiev, en imposant une, deux, trois ou quatre conditions précises; elles devraient porter sur un vaste ensemble de questions liées à nos relations. Je pense que les perspectives d'échanges entre nos deux pays sont bonnes, et nous devrions donc nous efforcer de les développer de manière constructive et de trouver un moyen de sortir de ce moment difficile dans nos relations et dans l'histoire de l'Ukraine le plus rapidement possible.

La Russie n'est pas responsable des faits survenus en Ukraine, mais nous restons prêts à aider l'Ukraine à trouver une solution si elle peut prendre les bonnes décisions. Une occasion très intéressante et positive s'offre à l'Ukraine maintenant qu'elle a élu un Président, qui prendra bientôt ses fonctions. Il doit prendre les bonnes décisions plutôt que des mesures qui ne feraient qu'enfoncer le pays dans l'impasse.

Le Président (*parle en anglais*) : Il n'y a pas d'autre orateur inscrit sur la liste. Le Conseil de sécurité a ainsi achevé la phase actuelle de l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

La séance est levée à 17 h 5.